Le coût du soldat

Autor(en): **Erlicz, Bernard**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **37 (2000)**

Heft 1415

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1025877

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

les partis de centre-gauche a disparu, on assiste bien néanmoins à l'émergence d'un véritable mouvement. Rien à voir avec la caricature selon laquelle les élus qui incarnent la troisième voie sont des opportunistes flottant au gré du vent et des sondages, s'ils ne sont pas simplement de droite. Un tel prosélytisme n'est pas non plus conforme à l'image d'un courant centriste, pragmatique et prudent: bien au contraire il s'agit d'un réformisme radical. Mais c'est un projet idéologique empirique (c'est juste si ça marche) et non dogmatique (c'est juste si c'est conforme à la doctrine). D'où l'importance donnée à l'expérimentation, à l'évaluation, à la comparaison, à la communication, et à l'expression d'une orientation générale plus que d'un programme complet et détaillé.

Une histoire récente

Tout commence en 1985 aux Etats-Unis: dans son acception actuelle (voir encadré), la troisième voie a été inventée pour permettre aux démocrates de reconquérir le pouvoir en se distançant tant de la nouvelle droite (Ronald Reagan a été élu en 1980) que des «libéraux» (la gauche traditionnelle, étatiste et dépensière, dans le vocabulaire américain, qui dominait alors le parti): Reagan a été réélu en 1984 contre le démocrate libéral Walter Mondale.

A la manière anglo-saxonne, la politique s'organise de manière souple en marge des partis eux-mêmes, et en symbiose entre élus, praticiens de terrain et chercheurs. Fondé en 1985 sous le patronage d'une grande dame du parti démocrate, Pamela Harrimann (par la suite ambassadrice des Etats-Unis en France), le *Democratic Leadership Council* (DLC) qui a donné naissance au mouvement des Nouveaux Démocrates (c'est le nom de sa revue bimestrielle) a eu pour président un certain Bill Clinton, alors gouverneur de l'Arkansas. Son réservoir intellectuel est le *Progressive Policy Institute* (PPI), une émanation de la *Progressive Foundation*. Sur ces deux piliers, autour desquels gravite aujourd'hui la constellation des Nouveaux Démocrates à tous les échelons du pays, s'est construit le programme qui, après la victoire de Bush, successeur de Reagan, sur le libéral Dukakis en 1988, a permis à Bill Clinton d'être élu en 1992 et réélu en 1996.

A droite les liens étaient étroits entre Reagan et Thatcher (arrivée au pouvoir en 1979), les républicains apportant un soutien logistique à la dernière victoire électorale du parti conservateur britannique. L'aile moderniste du parti travailliste s'est, elle aussi, appuyée sur l'ami américain pour forger le New Labour. Il faut ici souligner les combats courageux, et nullement gagnés d'avance, engagés par Blair à l'intérieur du parti pour en renouveler la doctrine et en démocratiser le fonctionnement. *fb*

Documentation utile: Revue *Esprit*, mars-avril 1999: «Le pari de la réforme»; *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès* (présidée par Pierre Mauroy), n° 13, août 1999: «Blair-Schröder: Le texte du *Manifeste* et des analyses critiques»; diverses références sur l'Internet sont également présentées sur le site de *DP*: www.domainepublic.ch.

La semaine prochaine: «Ce qui fait courir Tony Blair», par François Nordmann.

Et la Suisse dans tout ça?

La troisième voie comme véhicule politique ne concerne guère la Suisse dans la mesure où son système électoral n'est pas fondé, comme les régimes parlementaires ou même les régimes présidentiels à l'américaine ou à la française, sur la conquête du pouvoir, l'alternance de majorité et de minorité. «Ni Thatcher, ni Blair»: ses institutions mettent la Suisse à l'abri de toute révolution. Le jeu consiste à faire évoluer le consensus général, il n'y a ici que des minorités qui composent comme elles le peuvent, sous le contrôle permanent de la démocratie directe. C'est donc plutôt au niveau des individus, de projets spécifiques que l'on pourra trouver une certaine résonance avec les préoccupations portées par la troisième voie: la modernisation du service public de Moritz Leuenberger, la renaissance urbaine communautaire (*Werkstadt Basel*) de Barbara Schneider, la gestion autonomisée des centres sociaux de quartier de Monika Stocker à Zurich, par exemple.

L'impossibilité d'identifier véritablement une troisième voie en Suisse est aussi, hélas, ce qui permet d'agiter ce terme dans le débat local comme un chiffon rouge provocateur, pour la louer ou la flétrir, sans grand rapport avec la réalité, de David de Pury à Jean-Claude Rennwald.

COURRIER

Le coût du soldat

A la suite de l'article intitulé «Les coûts record de l'armée suisse», paru dans *Domaine Public* n° 1413 du 24 décembre 1999, je me permets de soumettre à votre perspicacité ces quelques chiffres, approximatifs et tirés des sites Internet de différentes armées européennes.

En prenant le coût de l'armée par tête d'habitant, la Suisse se classe effectivement dans les pays les plus «chers», mais il ne faut pas oublier non plus que, par soldat équipé et formé, nous sommes dans les meilleurs marchés.

En effet, si nous prenons un budget de six millards de francs par an, les 340000 soldats suisses «coûtent» annuellement environ 18000 francs par tête; le soldat allemand revient quant à lui à près de 140000 francs (Allemagne: environ 42 milliards de budget militaire et 340000 soldats), le soldat français à environ 114000 francs (France: environ 48 milliards de budget militaire et 420000 soldats) et le soldat belge à environ 100000 francs (Belgique: environ 4 milliards de budget et 40000 soldats).

Cette différence de coûts s'explique principalement par le fait d'avoir ou non des soldats professionnels. Ces derniers sont peut-être mieux entraînés (ce qui reste à prouver), mais ils coûtent cher... Economiquement, l'armée de milice est préférable. [...]

Bernard Erlicz,
Oestermundigen